



Crédit photo : Bernard Gauthier

Les firmes de génie-conseil Une confiance qui reste encore à rebâtir

Depuis les scandales entourant la collusion et la corruption menant à la tenue de la Commission Charbonneau, les firmes de génie-conseil peinent à retrouver la confiance du public et des clients. Qui plus est, l'Ordre des ingénieurs est toujours sous tutelle depuis plus d'un an, ce qui ne favorise pas un climat de bonne entente. Pourtant, c'est l'heure où jamais de rétablir les canaux de communication. Les contrats en infrastructure se multiplient partout au pays et dans le monde et le Québec a besoin du savoir-faire des ingénieurs pour assurer le développement de sa croissance économique au cours des prochaines années.



Bernard Gauthier
Rédacteur en chef émérite

Dans un geste de bonne foi pour tenter de rapprocher les parties, la Fédération des Chambres de commerce du Québec (FCCQ) a invité l'Association des firmes de génie-conseil du Québec (AFG) et divers ministres à prendre part à un colloque dernièrement à Laval. Seule la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation et ministre responsable de la Stratégie numérique, Dominique Anglade, a accepté d'y assister.

Crise de confiance

Les problèmes auxquels ont été associés des dirigeants de firmes continuent de ternir la réputation de l'ensemble de cette industrie.

« Nous avons perdu la confiance du public depuis toutes les enquêtes qui ont abouti à la Commission Charbonneau. Les municipalités sont toujours tenues de choisir le plus bas soumissionnaire. Or, nous avons perdu une certaine qualité de la définition de projet. Les projets nous apparaissent précipités et les

donneurs d'ouvrages essaient de nous transférer l'ensemble de la responsabilité. Mais parallèlement, nous n'avons aucun moyen pour en arriver à réaliser le meilleur projet possible. Pourquoi ? Parce que les municipalités sont dans un carcan juridique qu'elles doivent respecter, avec des règles d'octroi de contrats et de gestion », explique Gaétan Demers, vice-président, Infrastructure, Québec, WSP.

Il ajoute que Québec connaît très bien la problématique.

« Le ministre des Affaires municipales, Martin Coiteux, ne semble pas comprendre l'équation qui fonctionnait depuis 15 ans. Je ne sais pas comment le convaincre. Nous croyons savoir qu'ils sont très frileux, parce qu'ils se sont montrés hésitants à venir au colloque de la FCCQ. »

Depuis 2012, les firmes ont perdu 5 000 ingénieurs et techniciens en génie. C'est dramatique selon l'AFG.

« Il faut absolument rebâtir un lien de confiance avec nos clients. C'est notre préoccupation. La relation doit être beaucoup plus harmonieuse qu'elle ne l'est actuellement », indi-

Colloque FCCQ

que Michel Houle, vice-président principal Québec, chef de secteur Infrastructures urbaines, EXP.

Le temps de rebâtir

Selon Michel Houle, tout le travail doit passer par une évaluation de rendement.

« Le client évalue la performance des firmes et le degré de satisfaction notamment. Ceci devrait être pris en compte dans les appels d'offres et reconnu dans l'attribution des contrats subséquents. Cette évaluation devrait être rendue publique et disponible partout. Ainsi, les firmes qui obtiennent de basses notes n'auront pas le choix de corriger la situation pour satisfaire le client. »

De son côté, Gaétan Demers dit que la formule d'Ottawa est plus équitable en acceptant de payer le juste prix : 90% de la note est basée sur le technique et 10% sur le prix. La soumission la plus basse ne remporte donc pas nécessairement l'appel d'offres.

Le monde du génie-conseil réalise au Québec un chiffre d'affaires annuel de plus de 2,5 milliards de dollars et représente le plus important secteur d'exportation du savoir-faire québécois.

« Nous sentons une reprise en raison de la croissance des activités économiques et du nombre de projets, les gouvernements investissent des milliards de dollars, mais les conditions d'exécution de travail sont encore malsaines. Le relationnel est extrêmement difficile », souligne Gaétan Demers.



Gaétan Demers, vice-président, Infrastructure, Québec, WSP



Michel Houle, vice-président principal Québec, chef de secteur Infrastructures urbaines, EXP



Robert Landry, vice-président principal, Ingénierie des Infrastructures – Est du Canada, SNC Lavalin

Michel Houle ajoute qu'en région, le défi est énorme pour rebâtir la main-d'œuvre.

« Les jeunes qui ont quitté le marché il y a un an ou deux ne reviennent pas parce qu'ils se sont recyclés vers d'autres secteurs. »

Pour Robert Landry, vice-président principal, Ingénierie des Infrastructures – Est du Canada chez SNC Lavalin, les nombreux investissements en infrastructure représentent un nouvel élan pour tous les ingénieurs.

« La profession est donc en demande. Mais nos conditions de pratique n'ont pas un bon lien ou sont mal optimisées en fonction des services de qualité à nos clients. Le mode d'attribution des contrats est trop basé sur le prix plutôt que la qualité des services offerts. Tout est coulé dans le béton. Au Québec, c'est pire qu'ailleurs. Je dis au gouvernement du Québec de nous faire confiance, d'établir des modes de fonctionnement auxquels nous pourrions participer et de mettre en place des outils pour mieux travailler ensemble. Le gouvernement a autant besoin de nous, que nous de Québec. »

Québec se montre prudent

La visite de la ministre Dominique Anglade était fort attendue. Son discours n'a presque pas fait état de l'absence de la relation de confiance avec ses ingénieurs ou de la mise en tutelle, mais était plutôt orienté vers les investissements en infrastructure pour les prochaines années.

Dominique Anglade a fait état des projets en cours et à venir dans les secteurs des réseaux routiers, des transports collectifs, ainsi que de la croissance annuelle de l'industrie manufacturière plus rapide que la moyenne canadienne.

Elle a toutefois admis que le gouvernement doit poser des gestes vis-à-vis du génie-conseil, qu'il faut resserrer les liens et que cette industrie est importante.

« Nous avons eu des périodes difficiles, c'est derrière nous. Il faut regarder en avant et on ne peut pas se passer de l'industrie fondamentale pour l'avenir du Québec. C'est ensemble qu'on va s'assurer de faire virer le bateau et que vous continuerez de contribuer au meilleur de votre potentiel à l'ensemble de la croissance économique du Québec. »

Dominique Anglade, ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation et ministre responsable de la Stratégie numérique

« Je veux qu'on soit capable de mettre des choses de l'avant dans le secteur de l'exportation. Par la suite, il me fera plaisir d'échanger avec l'industrie et de savoir comment la positionner. Nous avons eu des périodes difficiles, c'est derrière nous. Il faut regarder en avant et on ne peut pas se passer de l'industrie fondamentale pour l'avenir du Québec. C'est ensemble qu'on va s'assurer de faire virer le bateau et que vous continuerez de contribuer au meilleur de votre potentiel à l'ensemble de la croissance économique du Québec. »

Que réserve l'avenir aux ingénieurs ?

Selon Raymond Bachand, ancien ministre libéral des Finances, président de l'Institut du Québec et conseiller spécial du gouvernement du Québec pour l'ALENA, le défi des 20 prochaines années réside dans le recrutement de la main-d'œuvre.

« C'est une clé du développement économique. Sinon, des entreprises vont déménager leurs

opérations chez nos voisins du Sud. Toutefois, je dois dire que le Québec réussit très bien en immigration pour assurer la relève. Montréal est dans le top 5 des villes nord-américaines avec 35% de diplômés universitaires dans le cadre de l'intégration des immigrants sur le marché du travail. »

Raymond Bachand estime que l'accord de libre-échange avec l'Europe offre un potentiel encore plus riche que celui avec les États-Unis. Toutes les barrières tarifaires tombent à zéro d'un coup et non pas graduellement.

« Ce que vous faites à l'étranger est une réussite et ce n'est pas véhiculé ici. Je crois qu'il faut trouver un moyen de le faire pour dire que le génie-conseil québécois est une industrie de calibre mondial partout sur la planète. »

Et de son côté, Gaétan Demers va plus loin en soutenant qu'un forum d'échanges doit être mis sur pied pour faire connaître la situation des ingénieurs.

« Nous voulons parler directement au Conseil du trésor et aux Affaires municipales. Nous recherchons une écoute attentive de nos élus à nos problèmes. » ■